

NOTE DE SYNTHÈSE CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 3 FEVRIER 2020

1. Vote du taux des 3 taxes locales pour 2020

Conformément aux orientations budgétaires débattues lors du conseil municipal du 9 décembre 2019, il est proposé de reconduire les taux de 2019, à savoir (pas d'augmentation des impôts locaux pour la 12^{ème} année consécutive) :

- Taxe d'habitation : 16.90%,
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 22.93%,
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 51.24%.

Il convient de valider ces 3 taux.

2. Reprise anticipée des résultats de l'exercice 2019 (budgets principal, transports scolaires et ZAC 180)

Les comptes administratifs et de gestion 2019 n'étant pas encore approuvés, il est proposé de reprendre les résultats 2019 des budgets principal, transports scolaires et ZAC 180 de manière anticipée afin de les intégrer dans les budgets primitifs 2020.

Cette possibilité de reprise anticipée est prévue par les dispositions des articles L2311-5 et R2311-13 du C.G.C.T.

I – Affectation anticipée du résultat de fonctionnement de l'exercice 2019 – Budget Principal :

Il est proposé :

- d'affecter le résultat de fonctionnement 2019 du budget principal comme suit :

Affectation Anticipée du Résultat de Fonctionnement de l'exercice 2019 Budget Principal	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS	
Résultat estimé de fonctionnement	
A. <u>Résultat estimé de l'exercice</u> précédé du + ou -	197 654.08
B. <u>Résultats antérieurs reportés</u>	
Ligne 002 du compte administratif précédé du + ou -	495 670.12

C. Résultat à affecter = A+B (hors restes à réaliser) (si C est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)	693 324.20
Solde d'exécution de la section d'investissement	
D. <u>Solde d'exécution cumulé d'investissement</u> précédé du + ou - D 001 (si déficit) R 001 (si excédent)	597 591.39
E. <u>Solde des restes à réaliser d'investissement (3)</u> précédé du + ou - Besoin de financement Excédent de financement (1)	-576 675.13
Besoin de financement F. = D + E	0.00
AFFECTATION = C. = G.+H.	693 324.20
1/Affectation en réserves R1068 en investissement G. = au minimum couverture du besoin de financement F	0.00
2/ Report en fonctionnement R 002 (2)	693 324.20

II – Affectation anticipée du résultat d'exploitation de l'exercice 2019 – Budget Transports Scolaires :

Il est proposé :

- d'affecter le résultat d'exploitation 2019 du budget transports scolaires comme suit :

Affectation Anticipée du Résultat d'Exploitation de l'exercice 2019 Budget Transports Scolaires	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS	
Résultat estimé de l'exercice précédé du + ou -	4 226.38
dont b. <u>Plus values nettes de cession d'éléments d'actif</u> :	0.00
C. Résultats antérieurs reportés	
D 002 du compte administratif (si déficit)	21 797.95
R 002 du compte administratif (si excédent)	
Résultat à affecter : d = a + c (1) (si d est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)	26 024.33
Solde d'exécution de la section d'investissement	
e. <u>Solde d'exécution cumulé d'investissement</u> précédé du + ou - D 001 (si déficit) R 001 (si excédent)	53 188.63
f. <u>Solde des restes à réaliser d'investissement</u> précédé du + ou -	0.00
Besoin de financement = e + f	0.00
AFFECTATION (2) = d	26 024.33

1/Affectation en réserves R1064 en investissement pour le montant des plus-values nettes de cession d'actifs (correspond obligatoirement au montant du b)	0.00
2/Affectation en réserves R1068 en investissement (au minimum pour la couverture du besoin de financement diminué du 1)	0.00
3/ Report en exploitation R 002 Montant éventuellement et exceptionnellement reversé à la collectivité de rattachement (D 672) : 0.00	26 024.33
DEFICIT REPORTE D 002 (3)	

III – Affectation anticipée du résultat de fonctionnement de l'exercice 2019 – Budget ZAC 180 :

Il est proposé :

- d'affecter le résultat de fonctionnement 2019 du budget ZAC 180 comme suit :

Affectation Anticipée du Résultat de Fonctionnement de l'exercice 2019 Budget ZAC 180

REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS	
Résultat estimé de fonctionnement	
A. <u>Résultat estimé de l'exercice</u> précédé du + ou -	183 333.33
B. <u>Résultats antérieurs reportés</u> Ligne 002 du compte administratif précédé du + ou -	1 235 987.03
C. Résultat à affecter = A+B (hors restes à réaliser) (si C est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)	1 419 320.36
Solde d'exécution de la section d'investissement	
D. <u>Solde d'exécution cumulé d'investissement</u> précédé du + ou - D 001 (si déficit) R 001 (si excédent)	-1 571 604.90
E. <u>Solde des restes à réaliser d'investissement (3)</u> précédé du + ou - Besoin de financement Excédent de financement (1)	0.00
Besoin de financement F. = D + E	1 571 604.90
AFFECTATION = C. = G.+H.	1 419 320.36
1/Affectation en réserves R1068 en investissement G. = au minimum couverture du besoin de financement F	0.00
2/ Report en fonctionnement R 002 (2)	1 419 320.36

3. Budget Primitif 2020 (Budgets principal, transports scolaires et ZAC 180)

Voir documents en pièces jointes.

4. Subventions aux associations et convention d'objectifs avec les associations Cadet Roussel, les Jardins d'Akazoul et l'Omnisports Eulalien

Comme chaque année, pour la préparation du budget communal, nous avons fait parvenir aux associations de la commune, fin octobre 2019, un courrier leur notifiant de compléter un dossier de demande de subvention afin de solliciter un soutien financier auprès de notre collectivité.

Comme évoqué lors des orientations budgétaires et en commission finances et vu le budget très contraint en particulier dû aux baisses de dotation de l'Etat depuis plusieurs années, il est convenu de soutenir les associations au même niveau qu'en 2019, il est donc proposé d'attribuer les montants suivants :

ASSOCIATIONS	Montant subventions proposées pour 2020
C.L.C.V.	1 400
OMNISPORTS EULALIEN	31 000
TRESOR DES PIRATES	2 400
COMITE DES FETES	5 000
COMITE DE JUMELAGE	4 350
STE CHASSE ST HUBERT	130
A.R.S.E.	700
MEDAILLES DU TRAVAIL	170
UNC ANCIENS COMBATTANTS	300
LES JARDINS D'AKAZOUL	87 500
CADET ROUSSEL	140 000
AMICALE DE LA MUSIQUE	2 000
STE EULALIE PATRIMOINE	<i>Pas de demande en 2020</i>
LE TRIANGLE DES CAGOUILLES	1 200
RANCHO ESTRELAS DO VALE DO LIMA	<i>Pas de demande en 2020</i>
DECIDEF	750
VIE LIBRE	150

CLAP	100
COS	13 450
Secours Catholique	480
LE CHANT D'A COTE	412
Jeunes Sapeurs Pompiers de Bassens	250
MUSIQUE DE NUIT	6 000
Club FRC Saint Sulpice	600
Croix Rouge Française	250

TOTAL SUBVENTIONS ACCORDEES	298 422€
--	-----------------

Il convient de valider ces montants de subventions à verser aux associations.

Par ailleurs, la Commune a décidé de reconduire en 2020 son soutien aux actions menées par les associations Cadet Roussel, les Jardins d'Akazol et Omnisports Eulalien.

A cet effet, elle subventionne ces associations respectivement à hauteur de 140 000€, 87 500€ et 31 000€.

Ces conventions d'objectifs sont conclues pour une année.

Il convient de valider ces conventions d'objectifs et d'autoriser M. le Maire à les signer.

5. Convention Espace France Services

La Plateforme des Services Publics de Sainte-Eulalie a pour objectif de faciliter les démarches de la vie quotidienne des Eulaliens et de remettre de la proximité et de l'humain dans les relations entre les citoyens et l'administration.

C'est un lieu d'information, d'accueil personnalisé et d'orientation qui offre à ceux qui sont confrontés à des difficultés administratives et juridiques, des possibilités d'accéder à leurs droits, à leur citoyenneté et d'être aidés dans leurs démarches grâce à un accueil quotidien, juridique et administratif mais également une aide aux démarches en ligne.

Ces services sont ouverts à tous, gratuits et de qualité, pour répondre aux mieux à vos préoccupations quotidiennes.

Depuis le 1er janvier 2020, la Plateforme de Services Publics de Sainte-Eulalie a été labellisé Espace France Services par l'Etat (environ 500 collectivités labellisés en France dont 8 en Gironde).

France Services porte cinq priorités :

- un renforcement de l'offre de service : les usagers sont accompagnés dans leurs démarches administratives propres aux neuf partenaires de France Services (Pôle Emploi, CNAMTS, CCMSA, CNAF, CNAV, DGFIP, La Poste, Ministère de la

Justice, Ministère de l'Intérieur). Ce déploiement s'appuie sur la montée en gamme des maisons de services au public (MSAP) existantes, qui ont obtenu la labellisation Frances Services à condition de respecter les exigences de qualité de services requises.

- un ancrage local privilégié : France Services s'inscrit dans une volonté d'amélioration de l'accessibilité des services aux publics de l'Etat, mais aussi de l'ensemble des collectivités territoriales. Chaque structure sera donc amenée à collaborer étroitement avec les collectivités pour fournir un service proche des besoins de la population.

- Un engagement à la résolution des difficultés : l'accompagnement des usagers ne se fera pas sur de la réorientation, mais comprendra un engagement à la résolution des difficultés rencontrées. Celui-ci sera permis grâce à une formation des agents polyvalents aux démarches propres à chacun des partenaires, ainsi qu'à une relation privilégiée avec les interlocuteurs spécialisés désignés par chacun des opérateurs de bouquet de service.

- Un renforcement du maillage.

- Un financement garanti : les modalités de financement, qui seront revues annuellement en fonction des nouvelles ouvertures, permettront d'assurer la montée en gamme et la pérennisation du dispositif existant jusqu'à fin 2021 et permettront l'ouverture progressive de nouvelles Maisons France Services.

Il est proposé de convenir des dispositions suivantes :

- définir les modalités d'organisation et de gestion des Maisons France Services qui sont présentes dans le Département.

- organiser les relations entre les gestionnaires des Maisons France Services et les représentants locaux des partenaires nationaux signataires de l'Accord-cadre national France Services.

Les structures France Services ont principalement pour mission :

- l'accueil, l'information et l'orientation du public,

- l'accompagnement des usagers à l'utilisation des services en lignes des opérateurs partenaires,

- l'accompagnement des usagers à leurs démarches administratives,

- la mise en relation des usagers avec les opérateurs partenaires,

- l'identification des situations individuelles qui nécessitent d'être portées à la connaissance des opérateurs partenaires

Il est proposé d'approuver la convention avec Mme la Préfète, les représentants des responsables France Services et les partenaires France Services.

6. Demandes de subvention DETR et DSIL 2020

SUBVENTION DETR 2020

Créée par l'article 179 de la loi des finances pour 2011, la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) résulte de la fusion de la Dotation Globale d'Equipement (DGE) et de la Dotation de Développement Rural (DDR).

La DETR permet de financer des projets d'investissement dans les domaines économique, social, environnemental et touristique, ou favorisant le développement ou le maintien des services publics en milieu rural.

Le projet suivant est proposé en vue d'obtenir une subvention :

AMENAGEMENT DU POLE D'ECHANGES DE LA HALTE TER DE SAINTE-EULALIE

La question de la mobilité est aujourd’hui un enjeu majeur pour répondre, d’une part, aux préoccupations quotidiennes des Eulaliens qui subissent les embouteillages pour rejoindre la Métropole et d’autre part pour s’inscrire dans une démarche plus durable, réduire la pollution et accompagner la transition écologique.

Située stratégiquement entre les territoires de Bordeaux Métropole et de la Communauté de Communes du secteur de Saint-Loubès, la gare de Sainte-Eulalie constitue un pôle d’échanges majeur face aux enjeux de mobilités de l’aire urbaine bordelaise et permettrait de répondre à une partie de ces problématiques.

Une étude d’aménagement et de programmation menée par Bordeaux Métropole en partenariat avec les communes de Carbon-Blanc, Sainte-Eulalie, la Communauté de Communes du Secteur de Saint-Loubès, la SNCF, la Région Nouvelle Aquitaine, les associations a permis de mettre en exergue le manque de visibilité et d’accessibilité de cette gare.

Dans un deuxième temps, l’étude a donc défini des propositions d’aménagement pour permettre à court terme d’augmenter la fréquentation de cette gare.

Au regard des coûts très importants de ces travaux, il est proposé au Conseil Municipal de solliciter des subventions auprès de l’Etat en vue du financement des travaux d’aménagement du pôle d’échanges de la Gare de Sainte-Eulalie

- Coût total estimé du projet : 633 580€HT,
- Subvention DETR sollicitée (27.62%) : 175 000€,
- Commune (72.37%) : 458 580€.

Dépenses	En euros HT	Recettes	En euros
Travaux d’aménagement du pôle d’échanges de la Gare de Sainte-Eulalie	633 580€	Etat DETR 27.62% Commune 72.37%	175 000€ 458 580€
Total	633 580€	Total	633 580€

SUBVENTION DSIL 2020

Créée par l'article 159 de la loi de finances pour 2016, la Dotation de Soutien à l’Investissement Local et de leurs groupements (DSIL) est composée de deux enveloppes :

- Une première enveloppe consacrée aux priorités d’investissement définies entre l’Etat et les collectivités.

- Une deuxième enveloppe dédiée au soutien des projets en faveur de la revitalisation ou du développement du centre bourg.
- Il est proposé au Conseil Municipal de renouveler une demande de subvention auprès de l'Etat en vue du financement pour la :

LA CONSTRUCTION DES VESTIAIRES DE FOOTBALL, DE LA SALLE DE REMISE EN FORME ET D'UN ESPACE PARTAGE AVEC LE COLLEGE

- Coût total estimé du projet : 1 300 000€HT,
- Subvention DSIL sollicitée (13.46%) :175 000€,
- Subvention DETR attribuée (12.31%) 160 000€,
- Commune (74.23%) : 965 000€.

PLAN DE FINANCEMENT

Dépenses	En euros HT	Recettes	En euros
Travaux de réhabilitation des vestiaires du football et de la salle de musculation	1 300 000€	Etat DSIL 13.46% Etat DETR 12.31% Commune 74.23%	175 000€ 160 000€ 965 000€
Total	1 300 000€	Total	1 300 000€

Il est proposé par ailleurs au Conseil Municipal de renouveler une demande de subvention auprès de l'Etat en vue du financement des :

TRAVAUX DE MODERNISATION DU POLE CULTUREL ET ASSOCIATIF DUTRUCH DEDIE A LA MUSIQUE ET A LA DANSE

- Coût total estimé du projet : 576 940€HT,
- Subvention DSIL sollicitée (30.33%) : 175 000€,
- Subvention DETR attribuée (30.33%) : 175 000€,
- Commune (39.33%) : 226 940€.

PLAN DE FINANCEMENT

Dépenses	En euros HT	Recettes	En euros
Travaux de modernisation du pôle culturel et associatif Dutruch	576 940 €	Etat DSIL 30.33% Etat DETR 30.33% Commune 39.33%	175 000€ 175 000€ 226 940€
Total	576 940 €	Total	576 940€

7. Renouvellement convention de Police Municipale pluri-communale avec la Commune d'Yvrac

Pour rappel, la convention mise en œuvre depuis le 1er mars 2019 avec la Commune d'Yvrac a pour objet de définir les modalités d'organisation et de

financement du service de Police Municipale Pluricommunale entre les Communes d'Yvrac et de Sainte-Eulalie.

Les agents de Police Municipale de Sainte-Eulalie sont ainsi appelés à intervenir sur l'ensemble du territoire des communes d'Yvrac et Sainte-Eulalie et assurent les compétences suivantes :

- La police administrative.
- La surveillance de proximité sur l'ensemble du territoire des deux communes.
- Faire appliquer et sanctionner le non-respect des arrêtés municipaux, préfectoraux et du Règlement Sanitaire Départemental.
- La police funéraire.
- Les problèmes de voisinage.
- L'enregistrement, la transmission et la surveillance des Opérations Tranquillité Vacances (OTV) en coordination avec la brigade de Gendarmerie pour lutter contre les cambriolages dans les heures de service.
- Relever et sanctionner les infractions liées aux dépôts d'immondices en tous genres, à l'affichage sauvage et à la réglementation relative à la publicité.
- La gestion des objets trouvés sur la commune.
- La gestion des animaux causants des nuisances, errants ou dangereux.
- La gestion des chiens catégorisés.
- La Police Municipale Pluricommunale est chargée, conjointement avec la Gendarmerie de contrôler les stationnements illicites des gens du voyage sur le territoire des communes et de suivre éventuellement les procédures d'expulsion engagées.
- Faire respecter et sanctionner les infractions au Code de la Route.
- La Police Municipale Pluricommunale surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière.
- Constater et relever, par procès-verbal, les nuisances sonores caractérisées.

Les 4 agents (un responsable de service, deux policiers municipaux et un ASVP) sont de plein droit mis à disposition sur le territoire d'Yvrac.

La mise à disposition est renouvelée pour une durée d'un an, à compter du 1er mars 2020 (sous réserve de l'obtention de l'ensemble des autorisations) et renouvelable par période n'excédant pas trois ans.

Pour rappel, les agents du service de Police Municipale Pluricommunale sont dotés d'armes de catégories B et D et suivent un entraînement régulier au maniement des armes.

Le planning quotidien pour les agents de Police Municipale sur la Commune de Sainte-Eulalie est identique à l'actuel et la proposition de fonctionnement sur la commune d'Yvrac est joint en annexe de la convention.

La répartition des coûts de fonctionnement liés au service de Police Municipale Pluricommunale se calcule de la façon suivante :

Cette participation financière est assise sur le coût estimatif de fonctionnement du service de Police Municipale Pluricommunale.

Sont prises en compte les dépenses relatives aux salaires, équipements, formations, locaux, véhicules, forfaits téléphones, vidéo protection, etc....

La commune de Sainte-Eulalie compte 4 700 habitants environ, celle d'Yvrac compte 2 800 habitants environ.

La participation aux coûts de fonctionnement de la commune d'Yvrac sera calculée au prorata du « temps agents » consacré à son territoire. De façon prévisionnelle, 19h de présence « agents » seront assurées sur le territoire d'Yvrac.

Ce temps représente 12.9% du « temps agents » total, d'où une participation d'Yvrac fixée à 12.9% du coût annuel de fonctionnement du service.

Cette participation financière fait l'objet de deux versements, un premier acompte de 50% au titre du premier semestre et le solde en fin d'année.

La participation financière est revue à chaque renouvellement de convention sur la même base de calcul et suivant l'évolution de l'indice des prix des dépenses communales (« panier du Maire » calculé par l'AMF).

En cas de modification du volume horaire des agents de Police Municipale Pluricommunale pour la commune d'Yvrac, la participation est ajustée selon les mêmes modalités de calcul.

Il convient d'approuver le renouvellement de cette convention pour une année et d'autoriser M. le Maire à la signer.

8. Travaux d'extension du réseau d'électricité avenue de l'Europe – SA SCEC

Par courrier en date du 22/10/2018 et dans le cadre de l'instruction du permis de construire PC 033 397 18X0033, M. Sacha FRIDEMANN, Directeur Développement de la SA SCEC, s'est engagé à prendre à sa charge les travaux d'extension, nécessaires pour le raccordement de son projet de construction d'un hôtel situé au 113 avenue de l'Europe, au réseau public de distribution d'électricité à hauteur de 10 606,80€HT.

ENEDIS a adressé à la Commune, en date du 06/01/2020, la demande de contribution pour cette extension de réseau pour un montant de 9 699,60€TTC.

Aussi, il convient à la Commune de faire engager ces travaux et d'autoriser M. le Maire à signer la convention s'y rapportant avec la société SA SCEC pour qu'ils la prennent en charge.

9. Avenant n°2 au marché de fourniture, entretien et exploitation commerciale de mobiliers urbains

Le Conseil Municipal avait délibéré en date du 8 avril 2015 pour attribuer le marché de fourniture, entretien et exploitation commerciale de mobiliers urbains à l'entreprise Philippe VEDIAUD, puis le Conseil Municipal a validé un avenant n°1 en date du 28/07/2016 qui avait pour objet d'ajouter au marché l'installation d'équipements et de proroger la durée du marché de 18 mois, soit jusqu'au 8/10/2022.

Il est nécessaire aujourd'hui de prévoir la fourniture, l'installation, l'entretien et l'exploitation commerciale d'un abri-bus supplémentaire sur le domaine public à Sainte-Eulalie (rue Alfred Pousson) : les autres clauses du marché restent inchangées.

Aussi, il convient à la commune d'autoriser M. le Maire à signer l'avenant n°2.

10. Travaux d'accessibilité de l'agence postale communale

Dans le cadre de la mise en accessibilité des bâtiments communaux, il est nécessaire de procéder à des travaux d'aménagements sur l'accessibilité extérieure de l'agence postale.

A cet effet, l'entreprise 3D a adressé à la commune une proposition de travaux de marquage pour un montant global de 521.66€TTC (soit 434.72€HT).

Il convient d'accepter cette offre et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents s'y rapportant.

11. Travaux de génie civil Telecom avenue Gustave Eiffel

Dans le cadre du projet d'aménagement de l'avenue Gustave Eiffel, il est nécessaire de procéder à des travaux de génie civil pour l'effacement des réseaux télécom. A cet effet, le SDEEG a adressé à la commune une proposition de travaux d'un montant estimatif global de 65 803€TTC comprenant le coût des travaux pour 51 813.40€HT et le coût de la maîtrise d'œuvre pour 3 626.94€HT.

Il convient d'accepter cette offre et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents s'y rapportant.

12. Achat de matériel informatique

Pour le bon fonctionnement des services, il est nécessaire d'acquérir du matériel informatique :

- tout d'abord, l'achat d'un vidéoprojecteur pour les projections à la salle des fêtes et en salle du conseil municipal ; à cet effet un devis a été établi par l'enseigne VISUNEXT pour un modèle EB-2250U de la marque EPSON pour un montant de 739.73€HT (887.68€TTC), frais de port inclus,
- d'autre part, pour l'utilisation du wifi par les enseignants, éducateurs et animateurs au sein du complexe sportif afin de préparer les activités, d'informer les familles ou de diffuser les résultats ; à cet effet un devis a été émis de la société TELELEC pour un montant de 306€HT (367.20€TTC),
- enfin d'un ordinateur pour les bureaux de la Mairie; à cet effet un devis a été émis de la société TELELEC pour un montant de 1 011€HT (1 213.20€TTC).

Il convient de valider ces trois devis.

13. Avenant devis couverture presbytère

La toiture du presbytère et de la salle du foyer prenant l'eau à certains endroits, il a été nécessaire de faire faire un avenant au devis n°181111. La société HAU et GAUDIN a adressé pour ces travaux une offre pour la fourniture et la pose de tuiles neuves sur une surface de 142.76m² et pour un montant de 4 996.60€HT (5 995.92€TTC) qu'il convient de valider.

14. Devis de mission de géomètre AB6 FEDER pour l'établissement d'une division cadastrale et bornage de la parcelle AB38p pour du parking et la création d'un verger

Dans le cadre de la création d'un verger pour les écoles et de la création d'un petit parking pour les familles de l'école des Lucioles, la commune a pour projet d'acquérir une partie de la parcelle AB38p au centre bourg en zone agricole. Après avoir obtenu l'accord des propriétaires, il est nécessaire d'élaborer un bornage et un Document Modificatif du Parcellaire Cadastral.

A cet effet, le cabinet AB6 FEDER-LAFARGUE a adressé à la commune une proposition de prestations :

- Elaboration de la division cadastrale et bornage, pour un montant 1 194€ TTC (995€HT).

Il convient d'accepter cette offre, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer le devis correspondant.

15. Devis de mission de géomètre AB6 FEDER pour l'établissement d'un bornage et du document modificatif du parcellaire cadastral – parcelle AA115 pour du stationnement

Dans le cadre de l'emplacement réservé n°41 du Plan Local d'urbanisme concernant «la création d'un parc de stationnement rue du professeur Moure», à proximité de la pharmacie et des commerces et services du bourg, il est nécessaire d'élaborer un bornage et un Document Modificatif du Parcellaire Cadastral sur la parcelle AA 115.

A cet effet, le cabinet AB6 FEDER-LAFARGUE a adressé à la commune une proposition de prestations :

- Elaboration du document modificatif du parcellaire cadastral et bornage pour un montant 1 440€TTC (1 200€HT).

Il convient d'accepter cette offre, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer le devis correspondant.

16. Acquisition parcelle AA340 d'alignement

Les propriétaires, M. et Mme MONTEILS, de la parcelle cadastrée AA 340 au 10 rue François Boulière, ont émis le souhait par courrier de céder cette parcelle à l'euro symbolique à la commune.

En effet, cette partie de terre qui se situe entre la voirie et la grande grille bleue de leur propriété cadastrée AA339, fait aujourd'hui office de délaissé. La Commune souhaite régulariser ces alignements et conforter l'espace public.

Il est proposé d'autoriser M. le Maire à procéder aux démarches et formalités nécessaires à l'acquisition de la parcelle AA340 d'une superficie de 91m² et de l'intégrer dans le domaine public communal.

17. Acquisition parcelles AZ219 – AZ232 – AZ233 rue Marcel Pagnol pour création de voirie

Dans le cadre des acquisitions de la rue Marcel Pagnol et afin de donner un caractère public à cette voirie aujourd'hui partiellement privée d'un point de vue administratif, il est proposé d'acquérir les parcelles qui la composent.

Les propriétaires ont donné leur accord pour une cession à l'euro symbolique.

Il est proposé d'autoriser M le Maire à procéder aux démarches et formalités nécessaires à l'acquisition des parcelles AZ 219, AZ 232, AZ 233 représentant une superficie globale de 99 m² et de les intégrer dans le domaine public communal.

18. Demande de subvention pour effacement des réseaux d'électrification de la rue de la Commanderie des Templiers

Une demande de subvention doit être déposée auprès du SDEEG pour des travaux d'enfouissement des réseaux d'électrification de la rue de la Commanderie des Templiers, et ce dans le cadre du projet d'aménagement de la rue de la Commanderie des Templiers.

A cet effet, le SDEEG a adressé à la commune l'estimation suivante :

Cout total estimé : 49 962.95 € HT

Subvention SDEEG (60% du montant HT) : 29 977.77 €

Maîtrise d'œuvre (8%) : 3 997.04 €

Part de la commune : 23 982 €

Il convient de valider ce chiffrage ainsi que le plan de financement, et d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter les subventions auprès du SDEEG et à signer les documents s'y rapportant.

19. Devis de mission de maîtrise d'œuvre pour le projet d'aménagement du carrefour de l'avenue de Saint-Loubès et de la rue de la Commanderie des Templiers

Dans le cadre du projet de crématorium et suite à l'étude VRD remise par le bureau d'études Lignes de conduite, il est nécessaire de confier une mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du carrefour de l'avenue de Saint-Loubès et de la rue de la commanderie des templiers.

A cet effet, le bureau d'études ADDEXIA a adressé à la commune une proposition de mission de maîtrise d'œuvre relative aux travaux d'aménagements sécuritaires de voirie au carrefour de l'avenue de Saint Loubès et de la rue de la commanderie des templiers.

Le bureau d'études, sur la base d'un montant estimatif de 200 000€HT de travaux, propose une rémunération de 7 % par rapport au montant des travaux validé par le Maître d'Ouvrage au stade de l'AVP soit pour une rémunération provisoire de 14 000.00€HT (soit 16 800.00€TTC).

Ce montant sera réactualisé par avenant en fonction du montant total des travaux, sur la base de 7 % du montant global de l'opération.

Il convient d'accepter cette offre de maîtrise d'œuvre et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents s'y rapportant.

20. Procédure de lancement de la procédure de cession du chemin rural du Guâ

Dans le cadre du projet de recyclerie portée par la Commune et le SIVOM rive droite sur la zone commerciale de Grand Tour, il a été constaté l'existence d'un chemin rural le long de voie SNCF, le long de la parcelle BB8. Ce chemin rural est depuis plusieurs années non accessible au public du fait de son enclavement et de la fermeture du site par le propriétaire foncier de la parcelle voisine.

Ainsi, l'article L141-3 du code de la voirie routière prévoit que le déclassement est dispensé d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie, ce qui n'est pas la situation évoquée.

Le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L161-1 et suivants, R161-25 et suivants ainsi que le code des relations entre le public et l'administration, et notamment les articles L134-1 et R134-3 à R134-30 et le Code de la voirie routière, et notamment ses articles R. 141-4 à R. 141-9, permettent de considérer que le chemin rural du Guâ n'est plus utilisé par le public. En effet, il n'est plus affecté au public ; il est devenu impraticable et son tracé a disparu.

Compte tenu de la désaffectation du chemin rural susvisé, il est donc dans l'intérêt de la commune de mettre en œuvre la procédure de l'article L. 161-10 du Code rural, qui autorise la vente d'un chemin rural lorsqu'il cesse d'être affecté à l'usage du public.

Considérant, par suite, qu'une enquête publique devra être organisée conformément aux dispositions des articles R. 141-4 à R. 141-9 du Code de la voirie routière ;

Il convient que le conseil municipal constate la désaffectation du chemin rural et autorise le Maire à lancer la procédure de cession des chemins ruraux prévue par l'article L. 161-10 du Code rural, et à organiser une enquête publique sur ce projet.

21. Adhésion au service PAYFiP

En application de la loi de finances rectificative du 28 décembre 2017 et du décret n°2018-689 du 1er août 2018, la plupart des collectivités locales se doivent de proposer à leurs usagers une solution de paiement en ligne.

La Commune de Sainte-Eulalie, dont le montant des recettes annuelles au titre de ses ventes de produits, marchandises ou prestations de services a dépassé 50 000€, est concernée par cette mesure.

La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) a développé une solution appelée PAYFiP DGFIP qui permet à l’usager de régler ses factures par internet, soit par carte bancaire, soit par prélèvement, via le site www.tipi.budget.gouv.fr

L’adhésion au service PAYFiP se fait au moyen d’un formulaire et d’une convention suivi de l’attribution d’un numéro PAYFiP DGFIP qui doit être porté sur les avis de sommes à payer adressés aux usagers.

Il convient d’autoriser M. le Maire à valider la convention à établir avec la DGFIP pour fixer les rôles de chacune des parties et les modalités techniques et pratiques de mise en œuvre de la solution de paiement, ladite convention étant établie pour une durée indéterminée.

22. Contrats de remplacements 2020

La Commune de Sainte-Eulalie recrute parfois des personnels contractuels pour assurer des tâches occasionnelles de courtes durées telles que des manifestations exceptionnelles, spécifiques ou surcroît d’activité. La commune de Sainte-Eulalie recrute également des agents contractuels pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier. L’objectif est d’assurer une bonne continuité du service public aux Eulaliens.

L’article 3 de la loi du 26 janvier 1984 relative au statut de la Fonction Publique Territoriale autorise, dans ce cas, à recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face :

- A un accroissement temporaire d’activité (article 3 1°). La durée est limitée à 12 mois, compte tenu le cas échéant du renouvellement du contrat, sur une période de référence de 18 mois consécutifs ;
- A un accroissement saisonnier d’activité (article 3 2°). La durée est limitée à 6 mois, compte tenu le cas échéant du renouvellement du contrat pendant une même période de 12 mois consécutifs.

Conformément à l’article 34 de la même loi, ces emplois doivent être créés par délibération du Conseil Municipal.

Un objectif de maîtrise des emplois pour accroissement temporaire et saisonnier d’activité est établi pour l’année 2020 afin de respecter les contraintes budgétaires de la masse salariale.

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Pour l’année 2020, il est décidé la création d’emplois pour accroissement temporaire et saisonnier d’activité. Ces emplois sont répartis selon les besoins dans les délégations et les services de la commune. En tout état de cause, les chiffres indiqués représentent un plafond d’emplois qui peuvent être mobilisés.

DELEGATION CULTURE

Services	Cadres d’emploi	Nombre d’emplois
Médiathèque	Adjoint de patrimoine	1

Ecole de musique	Assistant d'enseignement artistique	20
Ecole de danse	Assistant d'enseignement artistique	1

DELEGATION AFFAIRES SCOLAIRES ET ENFANCE

Services	Cadres d'emploi	Nombre d'emplois
Animation	Adjoint d'animation	15
Restauration	Adjoint technique	3
Affaires Scolaires	ATSEM	3

DELEGATION ACTION SOCIALE ET COMMUNICATION

Services	Cadres d'emploi	Nombre d'emplois
Administration générale	Adjoint technique	4
Plateforme des services publics	Adjoint administratif	3
Plateforme des services publics	Adjoint d'animation	1

DELEGATION SPORT ET JEUNESSE

Service	Cadre d'emploi	Nombre d'emplois
Sport	Educateurs territoriaux des activités physiques et sportives	6

DELEGATION URBANISME

Service	Cadre d'emploi	Nombre d'emplois
Urbanisme	Adjoint administratif	1

DELEGATION VOIRIE ET ENVIRONNEMENT

Services	Cadre d'emploi	Nombre d'emplois
Technique	Adjoint technique	4

DELEGATION BATIMENTS

Services	Cadre d'emploi	Nombre d'emplois
Technique	Adjoint technique	3

AFFAIRES GENERALES

Services	Cadres d'emploi	Nombre d'emplois
Entretien	Adjoint technique	6

Plateforme des services publics	Adjoint administratif	3
---------------------------------	-----------------------	---

Il convient de valider la création d'emplois pour accroissement temporaire et saisonnier d'activité tels que présentés ci-dessus et d'autoriser M. le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

23. Convention de mise à disposition de personnel avec l'Omnisports Eulalien

Pour rappel, deux éducateurs sportifs sont amenés à intervenir régulièrement à la fois sur les sections basket et foot de l'Omnisports et sur les structures municipales (Ecole multisports, vacances sportives et ALSH).

Il est proposé de renouveler la convention de mise à disposition de personnel entre l'Omnisports Eulalien, employeur et la Commune bénéficiaire de cette mise à disposition lorsque les éducateurs interviennent sur les structures ou actions municipales.

Cette convention, conclue pour une année, fixe les modalités de remboursement par la Commune des coûts salariaux correspondant aux interventions des 2 éducateurs sportifs sur les structures municipales.

Il convient d'approuver le renouvellement de cette convention de mise à disposition et d'autoriser M. le Maire à la signer.

24. Tarif atelier vacances informatique

Il est proposé d'organiser des ateliers informatiques pendant les vacances scolaires d'une durée d'une semaine et pour des groupes de 15 personnes.

Le tarif de ces ateliers est fixé à 18€ par personne à la journée.

Il convient d'en délibérer.

25. Avancement de grade

Il est proposé au conseil municipal de voter l'avancement de grade d'un agent donnant pleinement satisfaction dans l'accomplissement de ses missions.

Il est proposé de créer un poste d'attaché territorial en lieu et place d'un poste de rédacteur.

Il convient d'approuver cet avancement de grade proposé et de modifier en conséquence le tableau des effectifs de la collectivité.

26. Motion de soutien à la filière vigne et vin française

Même si la viticulture est synonyme de qualité de vie, elle est aussi à Sainte-Eulalie, comme sur les communes de la communauté de communes du secteur de Saint-Loubès, un acteur économique important. Aujourd'hui ces équilibres économiques sont menacés.

En effet, la décision de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) d'autoriser les USA à prendre des mesures de rétorsions commerciales dans l'affaire des subventions accordées au groupe Airbus, notamment par la France, a entraîné la décision des USA de taxer les vins français, en particulier les Bordeaux et Bordeaux Supérieur, à hauteur de 25% de leur valeur ;

Cette décision est inique car la filière vin est étrangère au conflit de l'aéronautique et est donc une victime collatérale ;

Les menaces des USA de soumettre à brève échéance l'ensemble du vin français importé sur leur territoire à des droits allant jusqu'à 100% de leur valeur anéantiraient la position des vins français sur ce marché et auraient des répercussions économiques désastreuses et sans précédent à court et long termes pour nos territoires, nos viticulteurs Eulaliens mais aussi leurs fournisseurs. La réalité économique est ici chez nous souvent difficile. Nous l'avons vu avec les épisodes de gels, les problèmes dus au réchauffement climatique, les problèmes d'image et avec les nouveaux modes de consommation.

En conséquence, il est proposé aux élus du Conseil Municipal de Sainte-Eulalie de demander à Monsieur le président de la République Française de :

- faire tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher la catastrophe économique qui s'annonce et qui serait la conséquence de décisions nationales et notamment de réfléchir à une suspension provisoire de la taxe dite « GAFA » en vue de trouver un compromis à l'OCDE ;

- reconnaître à la filière vin le statut de victime dans le conflit AIRBUS Boeing et en conséquence de mettre en place un mécanisme simple et efficace d'indemnisation des entreprises et exploitations de la filière vin touchées par les représailles américaines, en particulier pour les Bordeaux et Bordeaux Supérieur.

27. Questions diverses